



LE CENTRE D'ACTION PARLEMENTAIRE DE L'INSTITUT RENAISSANCE A VOCATION À SUIVRE LE QUOTIDIEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE ET À APPORTER AUX PARLEMENTAIRES DES ÉLÉMENTS UTILES POUR NOURRIR LEUR RÉFLEXION.

L'Institut Renaissance se donne mission de réaliser et de diffuser des études destinées à éclairer l'opinion publique et à soutenir les parlementaires désireux d'améliorer la législation actuelle et de résister au déclin de la France. Les études et actions de l'Institut Renaissance sont, selon les termes de l'objet social de l'Institut, «guidées par les principes de dignité de la personne humaine, de souci du bien commun, de subsidiarité, de saine laïcité et de solidarité entre les hommes ».

ACTUALITÉS PARLEMENTAIRES 2

RECENSIONS 3

QUI SOMMES-NOUS ? 4



Refus d'austérité et sérieux budgétaire : Manuel Valls persiste dans son grand écart

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre Manuel Valls a réitéré les mêmes promesses intenable, déjà faites lors de son précédent discours du 8 avril dernier. Alors que les résultats sont là pour le prouver (6 millions de chômeurs, une prévision de croissance revue à la baisse, un déficit public revu à la hausse...), Manuel Valls persiste à maintenir son consensus, qui vise à rassembler sa majorité largement fracturée. Les Français vont payer le prix fort de cette politique irresponsable. La seule solution pour redresser la situation économique consiste à libérer les forces vives créatrices de valeur, à savoir les entreprises. Pourtant, l'interventionnisme étatique sera maintenu, en témoigne cette phrase qui résume tout : « Je crois en à la main visible de l'Etat ». Pourtant les Français sont prêts à soutenir les réformes structurelles nécessaires. Le gouvernement refuse de s'engager dans cette voie faite d'efforts, par dogmatisme idéologique. Preuve qu'il ne représente que lui-même.

Pour en savoir plus : cliquez ici

La Justice et le gouvernement Valls

Manuel Valls l'avait annoncé lors de son discours de politique générale du 8 avril 2014 : « notre société est traversée par la violence » et la délinquance. Partant de « la menace terroriste qui s'est globalisée et qui pèse sur nos démocraties », il admet surtout la multiplication des violences au quotidien, avec, de son aveu même, le caractère inédit du phénomène de déplacement de la délinquance vers tout le territoire. Faisant un bilan objectif de la situation, l'ancien ministre de l'Intérieur conclut le sujet en déclarant : « La vérité, la voilà ! Le pire serait de fermer les yeux. » Si le diagnostic présenté par Manuel Valls était réaliste et appréciable, les « soins » appliqués par le gouvernement « Valls 1 » et notamment le ministère de la Justice, avec l'adoption de la nouvelle réforme pénale, est incompréhensible et aura comme conséquence l'aggravation de cette insécurité et de cette violence en France. Dans son discours de politique générale de septembre, la question de la Justice est à peine évoquée.

Pour en savoir plus : cliquez ici

Crise de l'école publique

Le Premier ministre a également parlé de l'école dans son discours de politique générale, mais de façon de nouveau très succincte, tout en l'établissant paradoxalement comme « notre priorité ». Il nous dit que l'école de la République doit être le lieu de « l'égalité des possibles », un lieu de transmission des valeurs, mais aussi un « lieu d'apaisement ». Ce n'est pourtant pas ce que laisse penser la ministre de l'Education nationale lorsqu'elle annonce qu'aucune dérogation à la réforme pénale ne sera faite, alors même que les élus locaux et les professionnels n'ont pas été entendus lors de sa mise en place. De même, la généralisation des « ABCD de l'égalité » n'est pas non plus une mesure d'apaisement lorsque de nombreux parents s'y opposent. Un point cependant attire notre attention : Manuel Valls a parlé de la nécessité d'une « réflexion sur la pédagogie », ce qui nous semble un point essentiel face à la crise de l'école républicaine. Reste à savoir quelle pédagogie le gouvernement entend nous imposer.

Pour en savoir plus : cliquez ici

Connaître d'autres acteurs de la société civile engagés dans la défense des principes défendus par l'Institut Renaissance :



Avenir de la Langue Française

Association déclarée au Journal officiel du 30 décembre 1992, agréée par le ministère de la Justice et par le ministère de la Culture et de la Communication

34 bis, rue de Picpus - 75012 Paris - avenirlf@laposte.net

Ma patrie, c'est la langue française. [Albert Camus]

Avenir de la Langue Française est une association apolitique de soutien et développement de l'usage d'une langue gravement menacée aux plan national et international et porteuse de valeurs communes aux 50 pays francophones, indépendamment de leurs différences et de leurs rapports passés et présents avec la France elle-même.

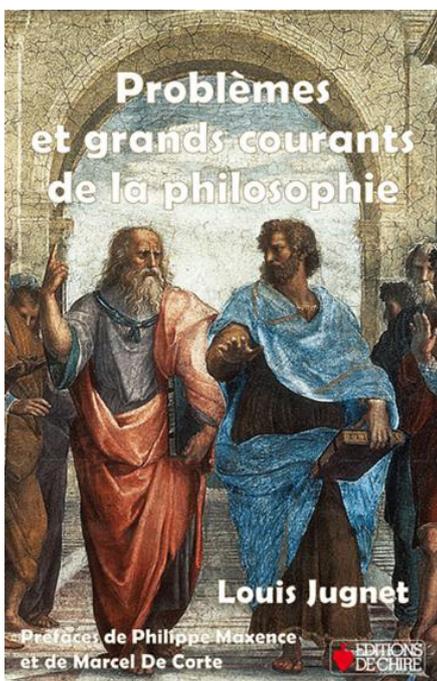
Retrouvez leur action sur : <http://www.avenir-langue-francaise.fr/index.php?lng=fr>



RECENSIONS

Problèmes et grands courants de la philosophie, Louis Jugnet

Louis Jugnet (1913-1973) a été professeur de Khâgne au Lycée Pierre de Fermat et à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse.



**Pour en savoir plus :
cliquez ici**

Problèmes et grands courants de la philosophie est le testament intellectuel de Louis Jugnet, publié un an après sa mort dans sa première édition. Cette nouvelle édition, publiée en novembre 2013, aux éditions de Chiré, fut entièrement recomposée et augmentée d'un index des noms cités.

Dans une époque si idéologique, si sujette aux modes intellectuelles, si éphémère, ce livre est une boussole, dont l'aiguille indique toujours la vérité. C'est le critère à partir duquel faire de la philosophie, et c'est à l'aune de cette même

vérité que l'on peut juger une philosophie. Contre les affirmations de l'intelligentsia moderniste, pour qui le réel n'est pas accessible, la nature est une prison, la vérité évolue et l'homme peut se construire entièrement par la seule force de la volonté, ce livre est un bouclier. Méthodiquement, il reprend tous les grands courants de la philosophie, les analysant et, le cas échéant, les démantelant.

De cet exposé, l'homme tirera toutes les armes dont il a besoin pour son combat ; et mieux, toutes celles dont il a besoin pour vivre selon la vérité.

La guerre des monnaies : La Chine et le nouvel ordre mondial

Hongbing Song est un auteur chinois, chercheur en économie et ancien consultant pour des fonds de retraite. La maison d'édition, Le retour aux sources, a publié son ouvrage en 2013.

Hongbing Song est considéré comme étant un spécialiste de la finance internationale. En outre cet auteur appartient à ce nouveau courant économique : le « nationalisme économique », un mouvement économique qui considère l'économie comme étant l'aboutissement de conflits politiques. En ce sens, la mondialisation et l'économie globale ne relève que de stratégies nationales. Dénigré par les économistes « classiques », il en reste, néanmoins, très populaire parmi les lecteurs. Initialement paru en 2007, cet essai obtient une très grande popularité en Chine, l'élite politique et économique chinoise a aussi montré un grand intérêt pour cette œuvre. L'actualité de cet essai renforce la justesse du propos de l'auteur. Ainsi face à une mondialisation

grandissante, un système financier sans contrôle, des institutions internationales incapables d'appliquer des plans de régulation pour sortir de la crise et surtout une Chine qui devient de plus en plus hégémonique sur le commerce international. Finalement l'auteur met en place une critique acerbe d'une gouvernance mondiale dirigée par la finance et le système bancaire, qui dévoile l'incapacité des institutions politiques et par conséquent des politiques économiques nationales.

Le cosmopolitisme économique n'est pas un phénomène récent, ainsi les « banques internationales » sont nées au Moyen-âge et les plus grandes d'entre elles finançaient les guerres et les conflits européens.



Toutefois, il faut attendre le XIX^{ème} siècle et les révolutions industrielles pour qu'émerge véritablement cette finance internationale. Comme le montre Hongbing Song, cette organisation financière et internationale va alors participer aux stratégies politiques, économiques, diplomatiques de l'Occident et ce pour assouvir ses propres désirs. L'analyse historique et, de temps en temps, salvatrice de l'auteur (avec la proposition de solutions pour sortir de la crise) explique la popularité de ce livre.

Pour en savoir plus : cliquez ici



QUI SOMMES-NOUS ?

L'Institut Renaissance est un laboratoire d'idées non partisan, mais clairement orienté à droite. Il défend une France fière de son identité millénaire, marquée notamment par ses racines chrétiennes ; les libertés, en particulier dans l'ordre économique ; la dignité de la personne humaine de sa conception à sa mort naturelle ; un Etat fort, mais concentré sur ses missions régaliennes ; et le principe de subsidiarité.

L'Institut Renaissance dispose d'un centre d'action parlementaire qui se donne pour objectif d'améliorer la législation actuelle, en lien avec les parlementaires, pour sortir la France de la spirale du déclin. Il met pour cela à disposition des parlementaires ses compétences dans l'ordre des études, de la rédaction d'amendements ou de propositions de loi, et aussi dans l'ordre de la diffusion de messages ciblés, à destination des autres parlementaires, des médias ou, directement, de l'opinion publique.